

Ils expulsent mon amie

A l'heure où je vous écris, Sveta doit être dans une cellule de l'aéroport de Kloten ou peut-être déjà dans l'avion. Et je ne comprends pas. Pourquoi mon pays juge-t-il si important de l'expulser? Pourquoi a-t-il mobilisé tant de moyens policiers et juridiques pour se débarrasser d'une veuve de 62 ans, si douce, si généreuse et si fragile? Sveta Bakhshyan va se retrouver en Arménie, où elle n'a jamais vécu, où elle n'a pas d'amis ni de famille. Elle a quitté la région pendant la guerre entre Azéris et Arméniens, il y a vingt ans. C'est une gentille dame, qui est devenue mon amie. Je la suivais depuis son arrivée à Yverdon en 2004. Je l'ai vue rayonner lorsque nous lui avons fourni une machine à coudre, et pleurer lorsqu'elle a dû refuser un emploi dans une boutique de retouches à Lausanne, à cause de l'interdiction de travailler. Elle n'était pas en bonne santé, mais je l'ai vue se mettre au service des autres. Ces deux dernières années, elle a couru tout le canton, dans les centres de requérants d'asile, chez les médecins et même dans les administrations pour traduire du russe au français et vice versa, tout ça pour le salaire maximum des programmes d'occupation: 300 francs.

Vendredi 15 octobre, je l'accompagnais au service de la population où elle allait renouveler son droit à l'aide d'urgence. Comme à chaque fois, elle tremblait, elle en était malade. Elle avait raison. Trois agents l'ont embarquée dans une voiture banalisée. Elle s'accrochait à moi, je n'ai pas pu la retenir. Elle s'est retrouvée dans une prison à Genève. Traumatisée, elle ne mangeait plus et n'arrivait même plus à avaler ses médicaments. J'ai écrit, nous avons tous écrit à Philippe Leuba, chef du Département vaudois de l'intérieur. Il n'a pas répondu. Le médecin de la prison a jugé qu'il fallait l'hospitaliser, mais elle a été transférée ce lundi à Kloten, dans une civière. J'ai vraiment peur pour Sveta. Je ne comprends pas que la violence de l'Etat se déchaîne contre une femme comme elle. Impuissante, je découvre les liens qui s'étaient tissés entre nous. Et je me sens trahie par nos autorités.

Francine Sacco, Yverdon